

Robert Reich : "L'Europe va devenir supercapitaliste"

[28/01/08 - 06H00 - actualisé à 17:08:00] - Voir les commentaires publiés (13)

<http://www.lesechos.fr/info/inter/300235688.htm#>

Robert Reich est économiste, ex-conseiller économique de Bill Clinton. La traduction de son livre "Super-capitalisme" sort en France.

A quoi reconnaît-on le "supercapitalisme" que vous décrivez dans votre livre ?

A la concurrence entre les entreprises, qui s'est formidablement renforcée ces dernières années. Trois forces ont provoqué ce changement : l'émergence de nouvelles technologies, la mondialisation et la déréglementation. Consommateurs et investisseurs ont maintenant un monde d'opportunités qui s'ouvre à eux. Les entreprises doivent donc se livrer à une compétition intense pour attirer les uns et les autres. Leurs PDG ne peuvent plus se permettre de prendre des positions divergentes des intérêts des actionnaires. Ils ne peuvent plus prendre en compte les intérêts des autres parties prenantes de l'entreprise - salariés, fournisseurs, collectivités. Ce renversement crée des problèmes majeurs, allant jusqu'à saper la démocratie. Dans leur rivalité acharnée, les entreprises cherchent à accaparer tous les leviers du pouvoir. La condamnation de Microsoft pour abus de position dominante par la Commission européenne confirmée l'an dernier n'est pas l'aboutissement d'une bataille entre l'Etat et l'entreprise, mais celui d'un affrontement entre entreprises.

Qui profite de ce supercapitalisme ?

C'est très bon pour les investisseurs qui maximisent leurs revenus et les consommateurs qui paient de moins en moins cher. Mais c'est néfaste à la production de biens publics, à la sécurité de l'emploi, au niveau des salaires, au climat de la planète... Ce que nous voulons en tant qu'épargnant et acheteur entre en conflit avec ce que nous voulons en tant que salarié et citoyen. L'Amérique est plus avancée dans cette voie. Mais les mêmes forces s'exercent partout dans le monde.

Comment en sommes-nous arrivés à cette nouvelle étape du capitalisme ?

Après guerre, l'économie fonctionnait très différemment. C'était l'ère de la production de masse. Sur chaque grand marché de produits, quelques grands producteurs se partageaient les clients et pouvaient répercuter les hausses de salaire sur les prix. L'emploi était stable, les inégalités faibles, le système prévisible. Aujourd'hui, les économies d'échelle jouent un rôle bien moins important. Les entreprises doivent comprimer sans cesse toutes leurs dépenses, y compris les salaires, ce qui les amène à mener une lutte sans merci contre les syndicats. L'intensité de la concurrence a tout changé!

Mondialisation, technologies, déréglementation : quel est le moteur du changement qui a le plus compté ?

Il y a eu mondialisation parce qu'il y a nouvelles technologies - de l'information, mais aussi du transport avec les cargos et les conteneurs. Il y a déréglementation parce que de nouvelles industries ont poussé à l'ouverture pour se faire une place. Au fond, ce sont les nouvelles technologies qui sont à la racine du changement.

L'un des chapitres de votre livre est consacré au lobbying. Pourquoi lui avoir consacré autant de place ?

La montée du lobbying est le fruit de cette concurrence renforcée entre entreprises, et c'est la cause de l'affaiblissement de la démocratie. Un flot d'argent venu des entreprises déferle sur Washington.

Le nombre de lobbyistes y a plus que triplé en une décennie. Le lobbying, c'est comme la course aux armements : quand une entreprise y recourt, ses concurrents ne peuvent pas éviter de faire de même. Prenez une entreprise comme Google. L'entreprise vivait très bien loin de Washington. Mais à partir du moment où ses actions ont été introduites en Bourse, en 2004, elle s'est lancée elle aussi dans le lobbying, en dépensant un demi-million de dollars dès 2005, puis en ouvrant des bureaux non loin du Capitole. Pourquoi ? Parce que ses actionnaires veulent maximiser leurs revenus. Et cette maximisation passe par des décisions politiques en matière de politique de la concurrence, de règles commerciales, de propriété intellectuelle, qui sont prises au Congrès et dans les tribunaux. Il en va de même en Europe, à Bruxelles. La conséquence de ces moyens colossaux dépensés par les entreprises pour faire pression sur la vie politique, c'est que le prix pour se faire entendre devient de plus en plus élevé. La voix des citoyens est noyée. Les entreprises dominent désormais le processus politique à Washington. Je ne les blâme pas : c'est dans leur logique.

Pendant longtemps, les théoriciens nous expliquaient que la démocratie et le capitalisme étaient les deux faces d'une même médaille, que la liberté en économie finissait fatalement par entraîner la liberté en politique. Ce n'est plus vrai ?

Nous avons l'habitude de penser que le capitalisme et la démocratie avançaient main dans la main. Mais depuis trente ans, le capitalisme s'est renforcé et la démocratie s'est affaiblie. Elle répond de moins en moins bien aux besoins des citoyens. En réalité, le capitalisme est un préalable de la démocratie, mais l'inverse n'est pas vrai. La Chine développe une nouvelle forme de capitalisme, très autoritaire. Si nous ne faisons pas attention, nous pourrions tous finir là. Le supercapitalisme devient la forme dominante de l'organisation sociale.

Ces dernières années, les organisations non gouvernementales ou ONG ont connu un essor spectaculaire. N'est-ce pas l'une des réponses au problème que vous soulevez ?

Les ONG font un travail tout à fait important, mais la pression qui s'exerce sur les entreprises pour maximiser le retour sur investissement des actionnaires ne les autorise pas à privilégier des objectifs sociaux ou environnementaux. Personnellement, je soutiens les ONG, et je préférerais revenir au capitalisme de "parties prenantes". Mais nous n'allons pas dans cette direction. Tous les actionnaires s'organisent pour accroître leurs revenus. C'est le cas du "private equity" et des fonds souverains. Les grandes entreprises rachètent des firmes plus petites qui n'ont pas encore maximisé les revenus de leurs actionnaires. Les fonds de pension poussent aussi dans cette direction. La "responsabilité sociale des entreprises" est donc un leurre.

C'est de la relation publique. Les entreprises en font juste assez pour maintenir leur image. Il y a là un véritable danger, celui que l'opinion publique finisse par croire que les entreprises ont de réelles préoccupations sociales alors qu'il n'en est rien. En matière d'environnement par exemple, les entreprises ne sacrifient jamais leur retour sur investissement.

Et l'investissement socialement responsable ?

Même raisonnement. C'est d'ailleurs une toute petite part des placements, moins de 2% du total. Cette forme d'investissement bute sur deux problèmes. D'abord, l'investisseur individuel, même s'il est sensibilisé aux problèmes sociaux et environnementaux et même s'il est prêt à perdre un peu de rendement, sera réticent à faire des sacrifices si les autres investisseurs ne le font pas. C'est la question classique de la production de "biens publics", comme disent les économistes. Il en va de même pour les consommateurs : ils sont prêts à payer un peu plus cher si et seulement si ils sont certains que cela peut être utile. Ensuite, il est très difficile de se mettre d'accord sur ce qui est socialement responsable. Prenez l'exemple de l'énergie nucléaire. Pour certains, c'est une énergie propre qu'il faut privilégier. Pour d'autres, qui s'inquiètent des déchets ou des risques de

prolifération, elle est au contraire à bannir.

Vous évoquez souvent Wal-Mart, le géant américain du commerce réputé pour ses prix bas mais aussi ses salaires faible et son acharnement à lutter contre les syndicats. Le boycott de ses magasins serait-il un moyen de faire évoluer sa politique sociale ?

A gauche, beaucoup de gens dénoncent Wal-Mart en affirmant que c'est une entreprise immorale, qui paie mal, ne donne pas d'assurance-santé à ses employés, etc. Mais ça n'a pas de sens de blâmer Wal-Mart qui fait son métier : s'occuper de ses clients pour servir ses actionnaires. Si on veut que le comportement de Wal-Mart change, il faut changer la loi. Le boycott n'est pas une arme efficace. D'abord, comme pour l'exemple du nucléaire, c'est difficile de se mettre d'accord. Si les consommateurs boycottent Wal-Mart, ils feront tout de même leurs courses dans une autre enseigne qui emploiera les mêmes méthodes pour pratiquer les prix les plus bas possibles.

Dans une enquête réalisée en 2005, 36% des Français seulement étaient d'accord avec l'affirmation suivante : "La libre entreprise et l'économie de marché libre sont le meilleur système sur lequel fonder l'avenir du monde". Dans les vingt pays sondés, la moyenne était de 61%. Que répondriez-vous ?

La France a une longue tradition d'Etat fort et de suspicion des marchés. Les Etats-Unis ont au contraire un passé de "capitalisme de cow boy", où l'on se méfie du gouvernement. C'est aussi une opposition classique entre la droite qui fait confiance aux marchés et se défie de l'Etat, alors que la gauche fait l'inverse. Mais c'est aujourd'hui un faux débat ! Les marchés sont très bons pour satisfaire les besoins des investisseurs et des consommateurs. Ils sont très mauvais pour traiter les questions sociales et environnementales. Laissons donc les marchés agir là où ils sont efficaces. Mais la démocratie est aussi nécessaire. En matière d'environnement, les entreprises ne peuvent pas créer seules un marché des droits d'émission. Seule une décision gouvernementale peut le faire. La question cruciale aujourd'hui, c'est comment le gouvernement organise le marché.

Venons-en maintenant aux solutions que vous proposez. Vous prônez par exemple la création d'un salaire minimum, qui serait la moitié du salaire médian. Mais n'y a-t-il pas risque de perte de compétitivité pour le pays créant une telle règle ?

Plus le marché est grand, plus les autorités politiques ont le pouvoir de déterminer des règles. Mais il est vrai aussi que si nous voulons des salaires plus élevés, il faut accroître la productivité, ce qui requiert des investissements dans l'éducation, la recherche, la protection de la santé. Une réglementation des salaires ne suffit pas si elle n'est pas accompagnée par un investissement massif dans le capital humain.

Vous proposez aussi de taxer davantage les très riches. Mais là aussi, n'y a-t-il pas un risque, celui de voir partir certains de ces contribuables ?

D'abord, ceux qui quittent leur pays perdent leur citoyenneté, et la citoyenneté compte dans le monde d'aujourd'hui. Ensuite, les très hauts revenus étaient taxés au taux marginal de... 91% dans les Etats-Unis des années 1950. Aujourd'hui, les gérants de "hedge funds" ou de "private equity" sont taxés à 15%. Si leur taux de taxation passait à 40%, rares sont ceux qui quitteraient les Etats-Unis... Un système où certains des très riches sont moins taxés que le reste de la population ne peut pas fonctionner longtemps ! La prochaine équipe qui arrivera au pouvoir à Washington dans un an prendra les rênes d'un pays où la dette a augmenté de 4.000 milliards de dollars sous l'ère Bush. Si les démocrates gagnent les élections et veulent développer l'assurance maladie ou investir dans les infrastructures, il faudra bien trouver de l'argent.

Vous souhaitez aussi l'instauration d'un impôt sur les échanges d'actions, une "taxe Tobin". Ne tuerait-elle pas Wall Street ou la City, avec des transactions partant sous des cieux fiscaux plus cléments ?

Les investisseurs veulent placer leurs capitaux aux Etats-Unis ou en Europe. Si une telle taxe, d'un tout petit montant - 0,1% du montant - était créée, cela ralentirait un peu les transferts. Et surtout, cela engendrerait un flux financier permettant de financer des programmes de formation et d'adaptation pour les salariés touchés par les restructurations.

Les Etats doivent-ils aussi encourager leurs entreprises ?

Pas du tout, car le monde a complètement changé. Il y a trente ans, il y avait des entités qui pouvaient être qualifiées d'entreprises américaines. Elles réalisaient l'essentiel de leur valeur ajoutée aux Etats-Unis. Il en existe encore quelques-unes en Europe, par exemple en France. Mais aujourd'hui, la plupart des grandes entreprises travaillent sur des marchés mondiaux. Elles organisent leur chaîne de production à l'échelle planétaire en fonction des coûts et de l'efficacité - la recherche en Inde ou au Massachusetts, la production manufacturière en Chine, etc. Le lien entre les entreprises et leur pays est rompu. La nationalité compte de moins en moins. Le soutien gouvernemental aux champions nationaux pouvait se justifier quand cette aide profitait aux salariés qui travaillaient dans le pays. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le patriotisme économique est donc obsolète. Le niveau de vie des salariés en France dépend de moins en moins des entreprises françaises, et de plus en plus de la valeur ajoutée qu'ils peuvent apporter.

Faut-il alors laisser les fonds souverains acheter librement toutes les entreprises qu'ils veulent acquérir ?

Comme tout investisseur, les fonds souverains placent leur argent pour obtenir le plus grand rendement possible. Mais s'ils ont d'autres objectifs, de nature politique, les Etats sont en droit d'intervenir pour les bloquer. Dans les années 1980, beaucoup d'Américains redoutaient que les fleurons des Etats-Unis soient rachetés par des Japonais aux objectifs cachés. Ils avaient tort. Et franchement, il est préférable, pour l'équilibre financier de la planète, que les capitaux chinois ou proche orientaux soient investis dans des actions que dans des obligations du Trésor.

Face à ce supercapitalisme, l'Europe est-elle dans la même posture que l'Amérique ?

Bien sûr, il y a des différences culturelles. Mais les investisseurs ont la même logique des deux côtés de l'Atlantique. Les Européens pourraient prendre des mesures pour mettre des bâtons dans les roues aux investisseurs ou aux entreprises étrangères qui veulent acquérir des firmes. Mais cela entraînerait une baisse de l'investissement, du niveau de vie, des salaires... Non, l'Europe va elle aussi devenir supercapitaliste. D'ailleurs, les Européens n'ont pas plus confiance dans la démocratie et leur gouvernement que les Américains.

Comment restaurer la foi dans la démocratie ?

D'abord, il faut bien comprendre les ressorts du supercapitalisme, de ce jeu entièrement nouveau. Le vieux débat droite-gauche brouille le regard ! Ensuite, nous devons apprendre à pratiquer notre citoyenneté. Il n'y a rien qui puisse remplacer des citoyens qui veulent changer la donne ! Nous sommes très bien éduqués en temps que consommateurs. Beaucoup d'entre nous sont des investisseurs avertis. Mais nous n'apprenons plus la citoyenneté, nous ne savons parfois plus ce que c'est. Enfin, nous avons besoin d'une nouvelle génération de leaders. Des leaders politiques qui puissent dire, comme John Fitzgerald Kennedy, "ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays". Des leaders d'entreprise

qui soient capables d'aller voir les gouvernements pour leur dire : "nous avons besoin d'une loi pour nous contraindre à mieux protéger l'environnement, parce que nous ne pouvons pas le faire par nous-mêmes."

Voyez-vous émerger une telle génération ?

Tout récemment, oui. Une délégation des chefs d'entreprise est venue demander au Congrès des Etats-Unis l'instauration d'un système de droits à polluer. Et parmi les candidats à l'élection présidentielle, ces thèmes montent. Du côté républicain, John McCain a fait sa carrière sur la nécessité d'une vie politique plus propre, c'est un chaud partisan de la réforme du financement des campagnes électorales. Du côté des démocrates, tous les candidats appellent à une diminution du rôle des entreprises dans la politique américaine. Barack Obama a quelque chose en plus. Il intéresse les jeunes, il est capable de transmettre le genre de message que savait faire passer Kennedy.

Vous êtes un universitaire réputé, vous avez été auparavant ministre de Bill Clinton. Votre livre est-il une oeuvre académique ou politique ?

J'ai essayé d'utiliser à la fois mon expérience de ministre et mes compétences professionnelles pour avoir une vision à la fois réaliste et distanciée pour analyser les changements politiques, économiques et sociaux que nous vivons aujourd'hui.

Propos recueillis par Jean-Marc Vittori